



VIOLENCE DES MINEURS EN FRANCE

Comment reconstruire le vivre-ensemble et refaire société ?

État des lieux et pistes de solutions

Février 2026

I. UN CONSTAT ALARMANT : LA FRANCE SE RÉVÈLE DÉMUNIE

Les récentes agressions violentes impliquant des mineurs révèlent une dégradation profonde du tissu social français. Au-delà des faits divers, c'est la question même du **vivre-ensemble** et de notre capacité collective à **faire société** qui se trouve posée avec une acuité sans précédent.

Une violence qui change de nature

Cette violence juvénile n'est plus seulement impulsive : elle devient gratuite, filmée, diffusée, déshumanisée. Les agressions collectives se multiplient, les armes blanches se banalisent, et la souffrance d'autrui ne suscite plus d'empathie mais de l'indifférence, voire de la fascination morbide.

Les racines d'une crise civilisationnelle

Cette situation trouve ses racines dans plusieurs facteurs convergents :

- **L'effondrement de l'autorité** : destruction progressive du cadre éducatif, démission parentale, école devenue terrain de tous les conflits
- **L'influence toxique du numérique** : réseaux sociaux valorisant la violence, désensibilisation par les contenus violents, quête de reconnaissance virtuelle
- **Le délitement des valeurs** : relativisme généralisé, perte des repères moraux et civiques, absence de transmission intergénérationnelle
- **La carence institutionnelle** : lenteur de la justice, sanctions inadaptées, sentiment d'impunité généralisé

Thibault de Montbrial, avocat pénaliste et président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI), considère que la violence juvénile n'est ni un accident ni une fatalité, mais le résultat d'un long affaiblissement de l'autorité, de la justice et des institutions éducatives. Il insiste sur un « sentiment d'impunité » chez les jeunes, nourri selon lui par l'absence de sanctions rapides et effectives après les actes de violence.

Pour lui, une partie de cette violence est liée à des phénomènes de bandes, à une désocialisation précoce et parfois à l'influence de modèles culturels valorisant la brutalité. Il souligne aussi le rôle des réseaux sociaux, qui amplifient la mise en scène de la violence et banalisent le passage à l'acte.

Comme le souligne le philosophe Michel Boyancé dans Le Journal du Dimanche : « *Vouloir le bien au-delà des désirs est un projet de société.* » Cette phrase résume l'enjeu : reconstruire un horizon commun qui dépasse l'individualisme et le règne de l'immédiateté.

II. VIVRE-ENSEMBLE ET FAIRE SOCIÉTÉ : DES CONCEPTS À RESTAURER

Le vivre-ensemble : plus qu'une cohabitation

Le vivre-ensemble ne se décrète pas : il se construit sur la base de **valeurs partagées**, de **règles communes** et d'un **respect mutuel**. Il suppose que chaque individu accepte de limiter sa liberté pour permettre celle des autres.

Or, aujourd'hui, ce pacte social implicite est rompu. La violence des mineurs en est le symptôme le plus visible : quand le « je » l'emporte systématiquement sur le « nous », quand l'impunité remplace la sanction, quand la transgression devient la norme, le vivre-ensemble devient impossible.

Faire société : un projet collectif exigeant

Faire société va au-delà du simple vivre-ensemble. C'est se reconnaître dans un **destin commun**, partager une **histoire**, des **institutions**, des **symboles**. C'est accepter que l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers.

Faire société implique trois piliers fondamentaux :

- **La transmission** : éduquer les jeunes générations aux valeurs, à l'histoire, aux devoirs citoyens
- **L'autorité légitime** : rétablir le respect des institutions, des professeurs, des forces de l'ordre, des parents
- **L'exigence** : refuser la facilité, promouvoir l'effort, valoriser le mérite et la responsabilité individuelle

La psychologue Marie-Estelle Dupont le rappelle avec justesse : « *L'exigence est un cadeau, pas une punition élitiste.* » En renonçant à l'exigence, nous avons privé nos jeunes de la possibilité de se construire comme individus responsables et citoyens accomplis.

L'urgence d'un sursaut collectif

Le défi n'est pas de « gérer » la violence mais de **reconstruire les conditions du vivre-ensemble**. Cela suppose un sursaut qui engage l'ensemble de la société : familles, école, institutions, médias, entreprises. Chacun doit reprendre sa part de responsabilité dans l'éducation et la transmission.

III. PISTES DE SOLUTIONS : UN PROJET GLOBAL DE REFONDATION

Sur le plan pénal, Montbrial plaide pour des sanctions rapides et « *qui font vraiment quelque chose* » dans la vie du jeune, dès le premier acte violent. Il évoque notamment des privations de liberté courtes mais effectives, des amendes réellement recouvrées, ou des mesures contraignantes (travaux d'intérêt général, restrictions de loisirs) appliquées sans délai.

Il critique la mise à l'écart des courtes peines de prison et l'extrême lenteur des procédures, qui, selon lui, entretiennent l'idée que « de toute façon il ne se passera rien ». Il insiste sur la nécessité de mieux soutenir la police et les éducateurs, qui se sentent souvent désavoués lorsque l'institution judiciaire ne suit pas.

D'évidence, le volet judiciaire fait partie des pistes de solution.

1. Restaurer l'autorité et le cadre éducatif

- Redonner aux parents, enseignants et forces de l'ordre les moyens légaux d'exercer leur autorité
- Sanctionner rapidement et efficacement pour mettre fin au sentiment d'impunité (cf. ci-dessus)
- Responsabiliser les parents en cas de défaillance manifeste dans l'éducation de leurs enfants

2. Réformer l'école pour qu'elle enseigne à nouveau

- Sortir du « tout bienveillant » pour réintroduire l'exigence, l'effort et le respect des règles
- Former les élèves à la maîtrise de soi et à l'autorégulation émotionnelle dès le plus jeune âge
- Enseigner l'instruction civique et morale, transmettre l'histoire et les valeurs de la République

3. Encadrer strictement le numérique

- Responsabiliser les parents sur les contenus accessibles par leurs enfants
- Réguler les réseaux sociaux et interdire certains contenus violents ou dégradants aux mineurs
- Former les jeunes à un usage critique du numérique et à la déconstruction des manipulations

4. Accompagner psychologiquement les familles en difficulté

- Proposer un soutien psychologique pour restaurer les liens familiaux et l'autorité parentale

- Détecter précocement les signaux de décrochage et intervenir rapidement
- Créer des structures de resocialisation intensives pour les jeunes en rupture totale

5. Promouvoir un message sociétal clair

- Refuser le relativisme moral : il existe des valeurs non négociables (respect, dignité, empathie)
- Valoriser les modèles positifs : courage, effort, solidarité, service à la communauté
- Restaurer la fierté nationale par la transmission d'une histoire et de symboles communs

CONCLUSION : RECONQUÉRIR L'HARMONIE SOCIALE

La violence des mineurs n'est pas une fatalité. Elle est le symptôme d'une **société qui a perdu ses repères fondamentaux**. La solution ne viendra pas d'une mesure isolée mais d'un **sursaut civilisationnel** combinant fermeté dans les principes, cohérence éducative, responsabilisation des acteurs et restauration d'un horizon de sens pour la jeunesse.

Il ne s'agit pas simplement de « lutter contre la violence », mais de **reconstruire les conditions du vivre-ensemble** et de **refaire société**. Cela implique de remettre au centre de notre projet collectif :

- **L'éducation** comme transmission exigeante des savoirs, des valeurs et des devoirs
- **L'autorité légitime** comme garante de l'ordre et de la protection de tous
- **Le respect** comme fondement de toute relation sociale
- **La transmission** comme responsabilité intergénérationnelle

Comme le rappelait Michel Boyancé, il s'agit de « *vouloir le bien au-delà des désirs* » : c'est-à-dire de se donner un idéal commun qui dépasse l'individualisme et l'immédiateté. Un projet de société qui demande effort, discipline et abnégation, mais qui seul peut nous permettre de **reconquérir l'harmonie sociale**.

Ce combat pour refaire société est un combat pour la France, pour ses valeurs, pour sa jeunesse et pour son avenir. Il est urgent. Il est nécessaire. Il est possible.

Et vous, qu'en pensez-vous ? Faisons vivre le débat !